



RENAUD
VAN RUYMBEKE

OFFSHORE

DANS LES COULISSES
ÉDIFIANTES
DES PARADIS FISCAUX

LES
LIENS QUI
LIBÈRENT

OFFSHORE

Renaud Van Ruymbeke

OFFSHORE

Dans les coulisses édifiantes
des paradis fiscaux

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

ISBN : 979-10-209-1138-4
© Les Liens qui libèrent, 2022
Illustration de couverture : © Adobe stock

Préface

Quel rapport entre les GAFAM et les Templiers du Moyen-Âge? Comme aujourd'hui Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, l'ordre du Temple (1129-1312) a été, en son temps, une grande multinationale qui a bénéficié de nombreux privilèges fiscaux. En luttant contre l'évasion fiscale des grands groupes, Renaud Van Ruymbeke s'inspire, il en a conscience, de l'action du roi de France Philippe le Bel. Rassurez-vous, il ne demande pas que Jeff Bezos, Bill Gates ou Mark Zuckerberg subissent le même sort que Jacques de Molay, le maître de l'ordre des Templiers, qui est mort sur un bûcher en mars 1314 (« Vous serez tous maudits jusqu'à la treizième génération »). Mais il rompt des lances avec plusieurs élites mondialisées – les oligarques russes, les dictateurs africains, tel président argentin ou tel Premier ministre géorgien –, qui se croient au-dessus des lois.

Son ennemi? La grande fraude internationale. Ce livre sonne le tocsin. Il n'y a jamais eu autant d'argent sale en

circulation dans le monde, entre 8 000 et 36 000 milliards de dollars selon les estimations. Dans son précédent ouvrage – *Mémoires d'un juge trop indépendant*, Tallandier, 2021 –, le juge Van Ruymbeke, aujourd'hui retraité, racontait ses enquêtes anticorruption en France (Urba, Clearstream, Cahuzac, etc.). Cette fois-ci, il s'attaque à la grande délinquance internationale. En démontant le système Elf, en traquant les fortunes de l'ex-président nigérian Sani Abacha, des fils de deux présidents à vie d'Afrique centrale ou des oligarques les plus proches de Vladimir Poutine, il dévoile toutes les ruses bancaires des fraudeurs et de leurs prête-noms, les contre-ruses des magistrats enquêteurs et le vrai scandale du siècle, les paradis fiscaux.

Bien sûr, tous les six mois, un lanceur d'alerte, couvert par un consortium de presse, révèle au monde les turpitudes d'une banque ou d'un cabinet d'avocats, ce qui permet d'épingler quelques hommes politiques et de forcer par exemple le Premier ministre islandais à démissionner. Mais ces scoops de presse ne sont que des incidents de parcours. Grâce aux places fortes du secret bancaire, comme Hong Kong, Singapour et Dubaï, le système continue de prospérer. En lisant ce livre, vous allez suivre le cheminement de l'argent sale – comme c'est bien expliqué, on comprend assez facilement –, vous allez partager le vécu d'un expert de la chasse aux fraudeurs et vous allez découvrir que le cœur du système se trouve à la City de Londres, où aucun magistrat enquêteur ne peut obtenir la moindre information sur des comptes suspects. Si les

nouveaux dirigeants de la Grande-Bretagne – Charles III et Liz Truss – veulent montrer que leur pays n'est plus le royaume de l'hypocrisie et du double langage, ils ont devant eux un beau et vaste chantier.

Il n'y a pas que les Anglais... Au fil de la lecture, on apprend comment, du temps de François Mitterrand et de Jacques Chirac, deux de leurs lieutenants les plus fidèles, Michel Charasse et Jacques Toubon, ont tenté d'intimider le juge emblématique qu'était déjà Van Ruymbeke, premier magistrat en France à perquisitionner le siège d'un parti politique, celui du Parti socialiste. Et l'on découvre la mansuétude de Mitterrand et Chirac à l'égard de dictateurs corrompus comme Bébé Doc, l'ancien président d'Haïti, réfugié en France.

Le combat des juges contre les grands prédateurs de la finance est-il perdu d'avance? Pas sûr. Renaud Van Ruymbeke appartient à une génération de magistrats courageux et tenaces, qui enfoncent les portes les plus cadénassées. Il est de la même trempe que son collègue italien Giovanni Falcone, assassiné par la mafia à Palerme en mai 1992. Il est sur la même estrade que ses collègues suisse et espagnol, Bernard Bertossa et Baltasar Garzon, le jour où ils lancent ensemble, en octobre 1996, l'Appel de Genève pour une harmonisation fiscale et un espace judiciaire européens.

Le pari de ces juges anticorruption? À l'heure du Covid-19, les gens supportent de moins en moins les centaines de milliards de dollars qui échappent tous les ans à l'impôt. Finie l'époque où les Beatles tournaient

en dérision leur percepteur anglais («Taxman», 1966) et où Florent Pagny narguait le fisc en chantant : «Quitte à tout prendre, prenez mes gosses et la télé. Ma brosse à dents, mon revolver, la voiture, ça, c'est déjà fait. Avec les interdits bancaires, prenez ma femme, le canapé, et même jusqu'à ma vie privée» («Ma liberté de penser», 2003). Au moment où les services d'urgence des hôpitaux sont démunis, faute de ressources, la lutte anticorruption est plus nécessaire que jamais.

Une méthode? Le «*name and shame*» (littéralement «nommer et faire honte»), comme disent les Anglo-saxons. Ce livre pointe la responsabilité de l'émirat de Dubaï, «épicentre de l'argent sale». Il appelle à une «lutte sans merci» contre les paradis fiscaux. Pourquoi ne pas les mettre en quarantaine? Du Luxembourg à l'État du Delaware (États-Unis), de Hong Kong à Singapour, cet ouvrage détruit la réputation d'États qui annoncent en fanfare la création d'une «*task force* anticorruption», mais qui en réalité font tout pour protéger le secret bancaire. Ce livre brise l'omerta, si chère aux grands fraudeurs. Il dit les choses et c'est comme cela qu'un jour, peut-être, on arrivera à bout du scandale de l'argent sale.

Christophe Boisbouvier
Journaliste

CHAPITRE 1

Un certain M. Poutine

LE *SHÉHÉRAZADE* EN EAUX TROUBLES

Le 24 février 2022, la Russie envahit l'Ukraine. En représailles, les pays occidentaux, l'Union européenne, la Grande-Bretagne et les États-Unis décident de sanctionner plusieurs centaines d'oligarques et leur famille ainsi que des personnalités politiques russes, parmi lesquelles le président Poutine. Les mesures s'étendent en avril 2022 à ses deux filles. Ces punitions consistent à geler leurs avoirs et à saisir leurs chalets, villas et yachts de luxe.

Pendant ce temps, le *Shéhérazade* parade dans le port de Marina de Carrara en Toscane. Ce luxueux yacht de 140 mètres, d'une valeur estimée à 640 millions d'euros, offre toutes les prestations imaginables : il dispose d'une piscine, de deux pistes d'hélicoptère, d'une salle de cinéma, d'un gymnase¹...

1. « Le “Shéhérazade” un superyacht amarré en Toscane et attribué à Poutine », *Le Monde*, 26 mars 2022.

Alors que de nombreux États proclament *urbi et orbi* leur détermination à geler les biens du président Poutine et ses proches, le *New York Times* révèle que les membres de l'équipage appellent le *Schéhérazade* «le navire de Poutine». On apprend qu'il naviguait en été 2020 et 2021 dans les eaux de la mer Noire, non loin de Sotchi, là où M. Poutine s'était isolé et réfugié durant la pandémie.

La justice italienne est aux aguets. M. Poutine en est-il le véritable propriétaire, condition *sine qua non* pour le saisir? Difficile de l'établir, car le yacht est immatriculé aux îles Caïmans, paradis fiscal notoire, et la société qui le possède, baptisée Beilor, serait enregistrée aux îles Marshall, en Micronésie, également réputées pour leur opacité. Deux États confettis spécialisés dans le blanchiment de l'argent sale.

DES ÎLES INFÉODÉES AUX ÉTATS-UNIS

Les îles Caïmans comptent une population de 65 000 habitants qui vivent sur 339 kilomètres carrés. Cet archipel, comme bien d'autres de par le monde, est rattaché à la couronne britannique. Il abrite un nombre considérable de sociétés-écrans appelées aussi structures *offshore*. C'est l'un des plus grands paradis fiscaux du monde: il n'existe pas d'impôt sur les sociétés aux îles Caïmans.

Les oligarques russes, qui le savent parfaitement, n'hésitent pas à confier leur patrimoine à un refuge

d'obédience anglo-saxonne, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes.

Les îles Marshall, au milieu de l'océan Pacifique, sont encore plus paradisiaques. La taille est comparable: 60 000 habitants vivent sur une surface de 181 kilomètres carrés. Elles ont des liens privilégiés avec les États-Unis. Ces îles ne prévoient, elles non plus, aucun impôt sur les sociétés. Elles offrent une particularité: elles se sont spécialisées dans la fourniture de pavillons de complaisance. Aussi de nombreux yachts de luxe y sont-ils immatriculés.

Ainsi l'opacité du montage mis en place pour masquer le propriétaire du navire dont l'usage semble réservé à M. Poutine résulte-t-elle du recours à la législation protectrice de deux territoires relevant de la sphère anglo-saxonne. Les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui ont ordonné le gel des biens du président russe et de ses proches, se révèlent incapables de déterminer le nom du propriétaire du *Shéhérazade* alors que tout est enregistré dans des petits territoires qui sont dans leur zone d'influence!

Ce simple constat montre que les dirigeants de puissants pays, extérieurs à la sphère occidentale, tels que la Russie ou la Chine, cachent leurs avoirs dans des pays *offshore* occidentaux en toute impunité. Lorsque l'Occident ordonne le gel de ces avoirs, il ne peut le réaliser du fait de l'opacité organisée sur son propre territoire. Ainsi le piège, qu'il a lui-même mis en place, se referme-t-il sur lui. Comment expliquer une telle incohérence?

Pour tenter d'en savoir davantage sur le détenteur du *Shéhérazade*, il appartient à la justice de mener une enquête, par nature à la fois longue et complexe. En consultant un site qui recense les navires de luxe, on apprend que derrière le paravent de ces îles exotiques masquant le nom du véritable propriétaire du *Shéhérazade* serait dissimulé un oligarque. Il s'agit de l'ex-vice-président de la société Rossneft, qui a la mainmise sur le pétrole russe. Nul n'ignore les liens étroits en Russie entre le pouvoir politique et les oligarques qui dirigent les grandes entreprises, notamment dans le secteur stratégique de l'énergie. Dès lors se pose la question suivante : cet oligarque détiendrait-il le yacht pour le compte de M. Poutine ? On peut certes le penser, car sa proximité avec ce dernier est patente. Pour autant, cet élément n'est qu'un indice et ne peut caractériser une preuve suffisante au regard de la loi.

Il est clair également qu'un dirigeant aussi connu que le président de la Russie, comme d'autres autocrates sévissant sur notre planète, ne peut disposer en son nom propre, de surcroît à l'étranger, d'un patrimoine sans rapport avec ses ressources officielles. Les hommes politiques ne se déplacent pas dans les paradis fiscaux pour y immatriculer des yachts ou ouvrir des comptes. Ils utilisent des « prête-noms », des affairistes ou des proches en lesquels ils placent toute leur confiance. L'important pour eux est de pouvoir en bénéficier de leur vivant et, du moins l'espèrent-ils, les transmettre à leurs enfants, leurs épouses ou leurs maîtresses après leur disparition.

Le recours à un prête-nom leur assure également une certaine sécurité pour le cas où ils seraient renversés. Ils bénéficient ainsi de véritables assurances-vie, à condition que les personnes de confiance ne les trahissent pas. Tant que ces dirigeants sont en place, ils exercent de fait sur eux un pouvoir de dissuasion tel que ceux-ci ne peuvent être tentés, de s'approprier les biens qu'ils détiennent pour leur compte. Évidemment, lorsque ces autocrates disparaissent, ces « amis » peuvent tout aussi bien s'approprier les biens inscrits à leur nom.

Lorsque je découvre dans la presse l'affaire du *Shéhérazade*, en habitué des labyrinthes de la finance internationale, je mesure à quel point le travail de la police financière et des procureurs italiens sera long, fastidieux et aléatoire. Ils devront d'abord prouver que l'oligarque est bien le véritable propriétaire du *Shéhérazade*, puis établir preuves à l'appui que ce dernier agit pour et au nom du président russe. Or, ils se heurteront aux obstacles dressés par le monde hermétique de l'*offshore*. La justice ne pourra se contenter de la vidéo diffusée par la fondation Navalny montrant que l'équipage est composé de Russes dont plus de la moitié seraient membres du FSO, service chargé entre autres de la protection du président. C'est certes un indice supplémentaire. Il en faudra d'autres pour compléter le dossier et bâtir une démonstration convaincante.

UNE GOUTTE D'EAU DANS LA MER

Ne nous y méprenons pas. Le *Shéhérazade* est l'arbre qui cache la forêt. La fortune des oligarques russes cités sur les listes publiées par les États-Unis et l'Europe est immense. Les 510 personnalités et entités russes et biélorusses qui figurent sur la seule liste européenne disposent de centaines de milliards d'euros. Pourtant, le butin est mince. En mars 2022, le montant global des avoirs gelés par les États européens ne s'élevait qu'à 15,4 milliards d'euros : des comptes en banque au Luxembourg, des propriétés sur la Côte d'Azur, des yachts luxueux, des villas de grand luxe en Toscane et en Sardaigne... En France, une réévaluation au 27 juillet 2022¹ retient un montant total de saisies s'élevant à 1,186 milliard d'euros, dont plus de 700 millions correspondent à plus d'une cinquantaine de biens immobiliers.

En dépit de leur caractère spectaculaire, les saisies réalisées ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport à la fortune personnelle des oligarques visés par les sanctions occidentales.

DES MESURES DE GEL SANS LENDEMAIN ?

De plus, les mesures de gel prises à leur rencontre par les États, comme l'Allemagne et la France dans ces deux cas précis, ne sont que provisoires et ont vocation à être

1. « Avec le ciblage des oligarques russes et la surveillance de leurs avoirs, Tracfin a élargi ses missions », *Le Monde*, 27 juillet 2022.

levées un jour. C'est le cas des sanctions prises par Bercy. Ce ne sont que des décisions prises instantanément par le pouvoir politique. Aussi n'ont-elles qu'une portée relative dans un État de droit : dans nos démocraties, toute personne, quelle qu'elle soit, a des droits qu'elle peut faire valoir par la voix de ses avocats.

Seule la justice dispose du pouvoir de saisir des biens et de les confisquer de façon définitive à l'issue d'un procès équitable. Encore faut-il qu'elle intervienne, c'est-à-dire qu'elle soit saisie par le ministère des Finances ou par des associations anticorruption. La justice devra alors établir que les fonds proviennent d'infractions pénales, telles que le détournement d'argent public ou la corruption. L'enquête sera longue. En France, la justice est actuellement saisie d'un dossier visant des oligarques. Une association luttant contre la corruption, l'ONG Transparency International, a déposé plainte à Paris, auprès du parquet national financier, le 20 mai 2022 pour « blanchiment, non-justification de ressources, recel et complicité de ces trois infractions ». Si elle cible des biens appartenant à des oligarques russes, la plainte est déposée contre X, c'est-à-dire contre toute personne que l'enquête pourra identifier, faute pour l'association d'avoir à ce stade des éléments précis sur le nom des propriétaires des biens. Il appartiendra bien sûr à la justice de le prouver, ce qui prendra des mois, voire des années. Tout dépendra du degré de sophistication des montages réalisés par les conseillers avisés de ces oligarques.

Il paraît évident que les oligarques russes ne détiennent pas en leur nom propre les actifs dont ils disposent, comme c'est la règle pour la plupart des milliardaires. Ils ont déjà été ciblés en 2014 lors de l'invasion de la Crimée, aussi ont-ils eu largement le temps de mettre leurs avoirs en lieu sûr. Des écrans sont en place. Il peut s'agir de sociétés fantômes, mais aussi, comme pour les dictateurs, de membres de leur famille, d'amis, d'hommes ou de femmes de confiance qui acceptent de prendre les biens à leur nom pour leur compte. C'est pourquoi la plainte de Transparency International se contente de citer des proches du président Poutine ayant investi dans l'immobilier de luxe dans la montagne chic, au Pays basque ou sur la Côte d'Azur. L'ONG reconnaît elle-même qu'elle se heurte à des obstacles pour identifier les oligarques bénéficiaires des sociétés fictives et *trusts* mis en place pour acquérir ces biens. Elle relève également, tout en le déplorant, que les opérations médiatisées de gel (réalisées par Bercy) « ne représentent qu'une petite partie des richesses illicites cachées ». Cet aveu de faiblesse en dit long sur les difficultés de la tâche que devront accomplir les magistrats s'ils veulent parvenir à confisquer, au terme d'un processus fastidieux, tout ou partie de ces biens.

En résumé, seule une faible proportion des biens des oligarques a été gelée à titre provisoire. Il n'existe aucune certitude sur le fait que ces saisies puissent un jour aboutir à des confiscations. Quant aux biens non gelés, ils n'ont pu être identifiés.

DES PARADIS FISCAUX COMPLAISANTS

En prenant connaissance à la lecture de la presse des entraves qui freinent l'action des États dans la saisie des biens des oligarques, je ne suis guère surpris. Cette situation ne fait que me conforter dans l'opinion que j'ai pu me forger après avoir exploré, au pôle financier de Paris, les méandres des circuits d'argent internationaux pendant plus de vingt années. En dépit de pouvoirs d'investigation apparemment étendus, j'ai parfois été tenu en échec et dû admettre que les recherches que j'avais entreprises pour geler des biens étaient vaines. Faute de preuve, face à des montages particulièrement sophistiqués, je ne suis pas toujours arrivé à démontrer de façon irréfutable que la personne poursuivie, un escroc ou une personne corrompue, était le véritable propriétaire du bien. J'imagine aisément les difficultés rencontrées aujourd'hui par Bercy et le procureur financier.

Ces difficultés récurrentes révèlent l'impuissance des États démocratiques à percer les mystères des structures *offshore* et à appréhender les montages juridiques et financiers de plus en plus complexes mis au point par des conseillers avisés, anglo-saxons, suisses ou luxembourgeois, pour masquer l'identité des détenteurs de grandes fortunes, qu'ils soient russes ou de toute autre nationalité. Un univers de sociétés-écrans, de *trusts*, de prête-noms et d'hommes de paille, de conseillers financiers et juridiques spécialisés (appelés aussi « fiduciaires ») protège les auteurs de gigantesques fraudes, certes fiscales, mais

souvent aussi délictuelles et criminelles. On y trouve pêle-mêle des trafiquants de drogue, des dirigeants de sociétés multinationales soucieux d'éluder l'impôt, des oligarques bien sûr, des mafieux, des dictateurs avides et corrompus...

Jamais les paradis fiscaux ne se sont aussi bien portés qu'aujourd'hui, malgré les tentatives – vaines – de neutralisation exercées de bonne foi par des institutions internationales de premier plan telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou le G20. Les comptes rendus de la presse sont éloquentes et convergents. Le doute n'est pas permis. Les fuites que constituent les Panama Papers (fichier de sociétés *offshore* révélé par un consortium international de journalistes, nous y reviendrons au chapitre 11) et autres scandales confirment la parfaite santé et la prospérité des places *offshore* en dépit des engagements qu'elles ont officiellement pris de mettre fin à des pratiques condamnables. L'économiste Gabriel Zuchman évalue à 8 700 milliards de dollars les avoirs cachés dans des paradis fiscaux. L'enjeu est d'évidence colossal.

Cette situation est d'autant plus paradoxale que les paradis fiscaux prospèrent au sein du monde occidental. On peut penser à nouveau aux îles Caïmans et Marshall. Ou pire, au Delaware aux États-Unis et à la City à Londres. Comment expliquer de telles failles si ce n'est par une certaine complaisance de ces États qui se prétendent engagés dans la lutte contre la délinquance en col blanc ?

C'est ce monde opaque que j'ai exploré. J'ai mis des années à déceler et comprendre des opérations complexes. C'est pour partager cette expérience que j'ai entrepris la rédaction de ce livre avec l'objectif de faire connaître au citoyen les mécanismes de ce fléau qui nargue, pille, menace nos démocraties et perdure.

CHAPITRE 2

Le monde *offshore* : de découverte en découverte

Ma vie professionnelle a été un long apprentissage. Le monde de l'*offshore* ne m'a été révélé que progressivement. Lorsque j'ai débuté comme jeune magistrat à la fin des années 70, je n'avais qu'une vague idée de ce que pouvait être un compte en Suisse. Un secret de famille. Tel l'or dissimulé au fond d'une cave dans une cache inconnue. Aussi interdit qu'une relation adultère dans le Code civil. Une transgression. Le compte « à numéro » évoquait également dans mon esprit de mystérieuses mallettes de billets. Avais-je tort ? Non, ce n'était pas une illusion.

L'AFFAIRE BOULIN

L'enquête qui me fut confiée en 1979 sur l'affaire des terrains de Ramatuelle, qui devait aboutir à la mort de Robert Boulin, alors ministre du Travail, a été pour moi une révélation. Je découvris en effet que le principal

suspect, Henri Tournet, un ami proche du ministre, avait eu recours à une société suisse. Grâce à l'intervention de cette société, Henri Tournet avait réussi à vendre deux fois les mêmes terrains, soit 36 hectares à Ramatuelle (dans la presqu'île de Saint-Tropez). Comment était-ce possible ?

Henri Tournet, qui possédait en son nom ces terrains, les avait vendus une première fois à des acquéreurs normands souhaitant faire une belle opération immobilière. Il leur avait fait miroiter leur constructibilité, fort du soutien du ministre Robert Boulin auprès du préfet du Var. Le notaire de Coutances qui avait réalisé la vente n'avait cependant pas pu faire enregistrer l'acte au service des hypothèques. Il avait en effet omis de délimiter dans l'acte les parcelles forestières exemptées de droits d'enregistrement. La vente n'ayant pu de ce fait être régularisée, Henri Tournet figurait toujours comme propriétaire des parcelles dans le registre des hypothèques de Draguignan. Il s'était alors adressé, à l'insu des acquéreurs normands, à un second notaire, dans le Var, pour vendre une seconde fois les mêmes terrains, cette fois-ci à une société suisse nommée Holitour. Il s'était bien gardé de révéler au notaire du Var l'existence de la précédente vente aux Normands. Cette même société suisse devait peu de temps plus tard céder deux hectares à Robert Boulin qui fut le seul autorisé à construire une villa.

Le second acte de vente, de Tournet à Holitour, a été, lui, régulièrement enregistré aux Hypothèques. La société suisse est ainsi devenue officiellement propriétaire des terrains. Découvrant la supercherie, la Chambre des notaires

de la Manche, appelée en garantie par les premiers acquéreurs du fait de la négligence du premier notaire, déposait plainte. C'est l'origine du dossier des terrains de Ramatuelle qui m'a été confié. Quelque mois plus tard survint la mort du ministre.

Henri Tournet l'avait mis personnellement en cause. Au cours de l'instruction, il avait même expliqué que la vente des deux hectares par la société Holitour à Robert Boulín était une fausse vente, car, en réalité, il s'agissait d'un don qu'il avait consenti à son ami. Dans une lettre posthume publiée le lendemain de sa mort, le ministre devait s'en défendre et qualifier Henri Tournet d'escroc mythomane.

Lorsque j'ai pris connaissance de cette affaire immobilière, j'ignorais tout des montages suisses. J'avais entendu parler des comptes à numéro masquant l'identité de leurs détenteurs, mais en aucun cas du recours à des sociétés suisses. L'intervention de la société suisse Holitour, qui avait acheté les terrains devant le notaire du Var, m'est évidemment apparue suspecte. Qui avait créé et utilisé cette structure? Qui cachait-elle? Un mystérieux acquéreur étranger? Pourquoi avoir choisi la Suisse alors qu'il est aisé de créer une société en France? Était-ce un investisseur? J'ai découvert la supercherie en instruisant le dossier: l'utilisation de cette société suisse permettait de masquer que l'acquéreur, Holitour, n'était autre que le vendeur, Henri Tournet! Par ce tour de passe-passe, Henri Tournet se vendait en quelque sorte le terrain à lui-même. Il récupérait ainsi, sous couvert de sa société

suisse, le terrain qu'il avait précédemment vendu aux Normands, alors même qu'il en avait encaissé le prix.

Cette affaire m'a appris qu'une société créée en Suisse permettait à son « bénéficiaire » de ne pas révéler son identité, ce qui lui donnait la faculté d'acquérir sans apparaître des terrains dans le sud de la France. Il lui suffisait de créer une société fictive à Genève et de l'utiliser pour réaliser des investissements. C'était bien entendu vrai pour toute autre acquisition immobilière, qu'il s'agisse d'une villa ou d'appartements à Paris ou à Courchevel comme je le découvrirai ultérieurement en enquêtant sur des faits de corruption et de détournements de fonds.

L'ENRICHISSEMENT D'UN CHEF D'ENTREPRISE

J'eus à nouveau affaire à la Suisse quelques années plus tard. Je fis alors de nouvelles trouvailles. Le dirigeant d'une entreprise française avait créé une société fictive, du style Holitour. Il avait ouvert au nom de celle-ci un compte dans une banque suisse. Pourquoi et à quelles fins ?

Le stratagème mis en place était simple. La société française importait des matières premières venant d'Asie. Normalement, elle aurait dû les acquérir elle-même, directement, auprès de la société basée en Asie. Cependant, le dirigeant de l'entreprise française avait interposé la société fictive dans le processus d'achat. C'est en effet cette société-écran qui procédait aux achats auprès du fournisseur étranger, puis revendait les biens acquis à l'entreprise

française. Elle prenait une marge au passage. La différence de prix était conservée sur le compte suisse et laissée à la disposition du dirigeant. Il s'enrichissait ainsi sur le dos de la société à l'insu de ses salariés.

Le point commun entre l'affaire de Ramatuelle et ce dossier, c'est l'intervention d'une société gérée en Suisse permettant de réaliser, sous couvert de celle-ci, des opérations frauduleuses. Ce qui m'a frappé dans les deux cas, c'est la simplicité du montage. Ces deux exemples m'ont conforté dans l'idée que la Suisse, du fait de son secret bancaire, rendait possible non seulement la fraude de l'impôt (ce qui était de notoriété publique), mais aussi la commission d'escroqueries ou l'appropriation induue de biens en France.

Mais c'est en enquêtant sur des affaires politico-financières dans les années 90 que j'allais réaliser que des hommes et des partis politiques avaient, eux aussi, recours à des circuits passant par la Suisse. Je comprenais alors que toute réforme d'envergure se heurterait à de fortes oppositions.

LE FINANCEMENT FRAUDULEUX DE LA VIE POLITIQUE JUSQU'AUX ANNÉES 90

Les années 90 ont marqué un tournant dans le financement de la vie politique en France, mais aussi en Italie et en Espagne. Jusqu'alors, des mécanismes frauduleux étaient en place. C'est ainsi que de nombreux marchés publics étaient attribués à des entreprises acceptant de